

N°398
JUILLET
2023

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

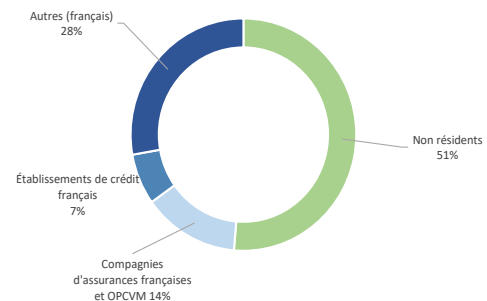
Économie française et
comparaisons internationales

page 8

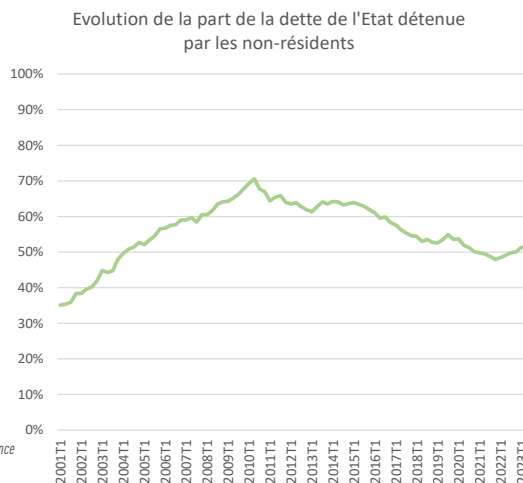
Actualité de l'Agence
France Trésor

QUI DETIENT LA DETTE DE L'ÉTAT ?

La dette émise par l'Etat étant négociable, sa détention évolue constamment. Ainsi, chaque jour, en moyenne 17 Md€ de titres d'Etat s'échangent sur le marché (cf. graphique 2 page 5 de ce bulletin mensuel). Les enquêtes périodiques réalisées par la Banque de France et par le Fonds monétaire international montrent une détention relativement stable au niveau agrégé, une fois retraits de l'impact des opérations de politique monétaire qui ont fortement évolué au cours des dernières années. Les investisseurs résidents hors Banque de France détiennent ainsi environ un tiers de la dette française tandis que les non-résidents détiennent les deux-tiers restants. En intégrant la dette détenue par la Banque de France dans le cadre des programmes d'achat de titres de l'Eurosystème, la dette de l'Etat était détenue environ pour moitié par des résidents et pour moitié par des non-résidents à la fin du premier trimestre 2023.



Source : Banque de France



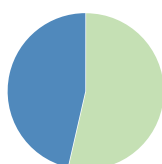
Source : Banque de France

La part de détention des investisseurs non-résidents est également analysée, de façon semestrielle et non trimestrielle comme celle de l'enquête de la Banque de France, par le Fonds Monétaire International (FMI), mais sur un périmètre plus large, allant au-delà de la seule dette de l'Etat. Ainsi, sur l'ensemble de la dette publique française, elle estime que, fin 2022, 53% des titres étaient détenus par des entités résidentes, 22 % par des entités non bancaires non résidentes, 20% par le secteur public non-résident et enfin 5% par les banques commerciales étrangères.

L'évolution de la part de la dette détenue par les résidents en période récente reflète les évolutions de la politique monétaire de la banque centrale européenne. Ainsi, après une forte croissance suite à la création de l'euro, passant d'un tiers à deux tiers en dix ans, la part des non-résidents a connu deux phases de reflux sur 2015-2018 puis 2020-2022 correspondant aux deux phases de mise en œuvre des programmes d'achat de l'Eurosystème, jusqu'à 48% fin 2021. Elle remonte en 2022 avec la fin des achats nets, et ce mouvement devrait s'amplifier en 2023 avec le resserrement quantitatif entamé en mars.

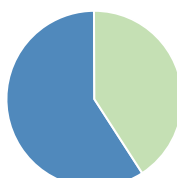
Enfin, l'enquête réalisée par la Banque de France permet aussi d'illustrer les différences de la base d'investisseurs de différents segments de produits. Ainsi, si les titres à taux fixe (BTF et OAT) sont majoritairement détenus par les non-résidents, les titres indexés sur l'inflation le sont davantage par les investisseurs résidents. Ainsi, au premier trimestre de 2023, 78% des OAT indexées sur l'inflation française (OATi) et 59% des OAT indexées sur l'inflation européenne (OAT€i) étaient détenues par des investisseurs français. Ceci reflète notamment la demande spécifique de la part des investisseurs français exposés à l'inflation (au premier rang desquels les gestionnaires de l'épargne réglementée telle que le Livret A).

Répartition de la détention des titres nominaux (OAT/BTF) au premier trimestre 2023



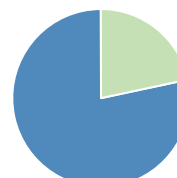
■ résidents ■ non-résidents

Répartition de la détention des OAT€i au premier trimestre 2023



■ résidents ■ non-résidents

Répartition de la détention des OATi au premier trimestre 2023



■ résidents ■ non-résidents

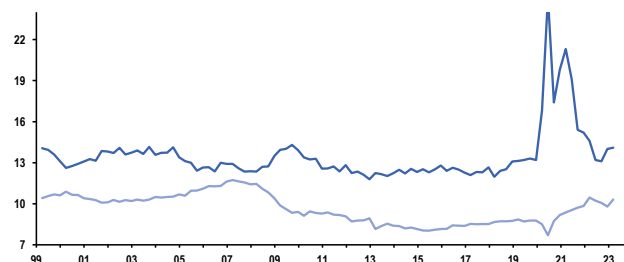
Source : Banque de France

Avec la récente baisse de la confiance des entreprises, l'attention s'est portée sur les consommateurs de la zone euro, qui pourraient contribuer à soutenir le cycle économique. La hausse des salaires a repris, la croissance de l'emploi semble solide, les effets négatifs de l'inflation s'atténuent et l'excédent d'épargne, constitué pendant la pandémie, reste important. Dans le même temps, les taux d'intérêt ont fortement augmenté et la confiance demeure assez faible. Compte tenu de ces tendances contraires, dans quelle mesure les consommateurs peuvent-ils contribuer à la croissance ? Les derniers chiffres sur le revenu et l'épargne des ménages fournissent des indications en la matière.

- L'augmentation conjointe des taux d'épargne et d'investissement dresse un tableau nuancé. Après avoir fortement augmenté au quatrième trimestre 2022 (+0,9 point de pourcentage, pour s'établir à 14 %), le taux d'épargne des ménages a augmenté de 0,1 point de pourcentage pour atteindre 14,1 % au premier trimestre 2023. Le taux d'épargne moyen était d'environ 13 % juste avant la pandémie. La hausse de l'excédent d'épargne, en valeur nominale, s'est donc poursuivie. Alors que ces chiffres suggèrent une grande prudence de la part des consommateurs, le taux d'investissement des ménages a augmenté de 0,5 point de pourcentage au premier trimestre 2023 pour atteindre 10,3 % du revenu disponible, un niveau supérieur à celui d'avant la pandémie qui permet d'avoir une vision plus optimiste du comportement des ménages, notamment dans le contexte d'une forte hausse des taux d'intérêt.

Taux d'épargne et d'investissement des ménages de la zone euro

en % du revenu disponible

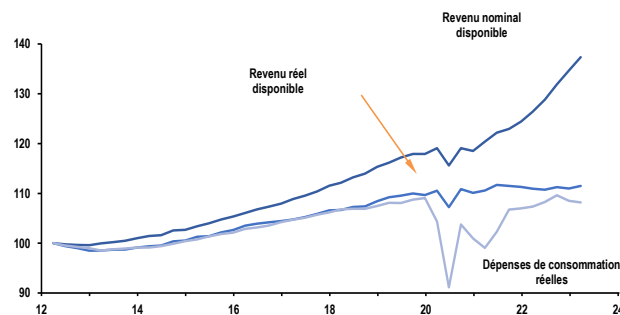


Source: Eurostat, J.P. Morgan

- Revenu nominal élevé et revenu réel en hausse. Le revenu disponible des ménages a augmenté, en glissement trimestriel, de 8,7 % au quatrième trimestre 2022, et de 8,2 % au premier trimestre 2023 (g.t., taux annualisé corrigé des variations saisonnières - t.a. cvs). Si l'on corrige ces données du déflateur de la consommation des ménages, on obtient, en glissement trimestriel, une augmentation du revenu réel de 1,9 % au premier trimestre 2023 (g.t., t.a. cvs), supérieure à la baisse de 1 % du quatrième trimestre 2022. Aucune autre donnée n'est disponible à ce stade si ce n'est que la hausse de la rémunération du travail a été tout aussi forte, celle-ci reflétant l'augmentation soutenue des salaires et la croissance de l'emploi. Compte tenu de ces éléments, il semble que l'augmentation des autres composantes du revenu (produits nets d'intérêts, transferts résultant des choix budgétaires, revenus liés aux bénéfices) a également été importante. Globalement, les ménages continuent de bénéficier de perspectives de revenus nominaux favorables, ce qui soutiendra le cycle économique à mesure que la hausse séquentielle des prix continuera de s'atténuer.

Dépenses et revenu des ménages de la zone euro

Indice : 1T12 = 100



Source: Eurostat, J.P. Morgan

- L'écart de consommation au premier trimestre 2023 a également une incidence sur l'interprétation du comportement des ménages. Dans les comptes nationaux, les dépenses de consommation réelles ont reculé de 1 % (g.t., t.a. cvs) au premier trimestre 2023, contribuant ainsi à la contraction de la première estimation du PIB en zone euro. Comment expliquer cette donnée compte tenu de la forte augmentation du revenu réel de 1,9 % (g.t., t.a. cvs) et du recul de l'inflation en rythme séquentiel ? Deux effets statistiques sont intervenus. Premièrement, la faible augmentation du taux d'épargne au premier trimestre 2023 a reflété l'hypothèse d'une nette augmentation de la consommation dans les comptes sectoriels, laquelle impliquait un écart réduit par rapport à la croissance du revenu. Deuxièmement, au premier trimestre 2023, la hausse du déflateur de la consommation des ménages a été beaucoup plus importante (+6,2 % g.t., t.a. cvs) que celle de l'IPCH (+3,5 %), ce qui a pesé sur la consommation réelle, les données de l'IPCH envoyant un signal plus moins lisible. Globalement, les comptes sectoriels font jouer au consommateur un rôle plus constructif que les comptes nationaux.

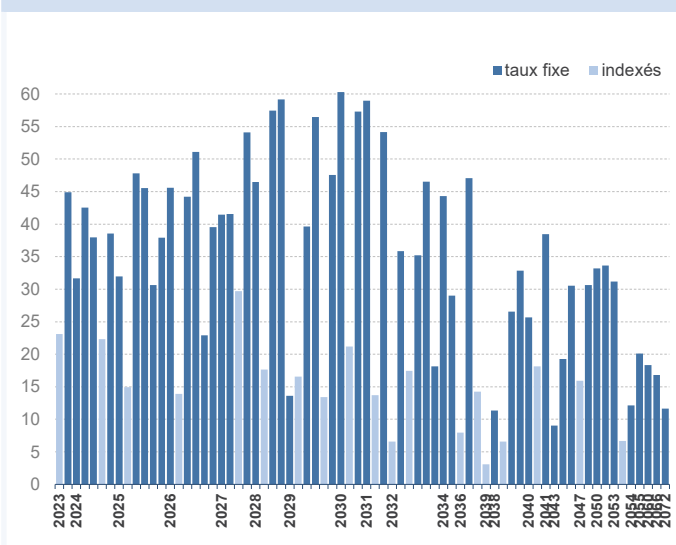
CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
août 2023	date d'adjudication	7	14	21	28	/	17	3	17
	date de règlement	9	16	23	30	/	21	7	21
Septembre 2023	date d'adjudication	4	11	18	25	/	21	7	21
	date de règlement	6	13	20	27	/	25	11	25

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 30 JUIN 2023

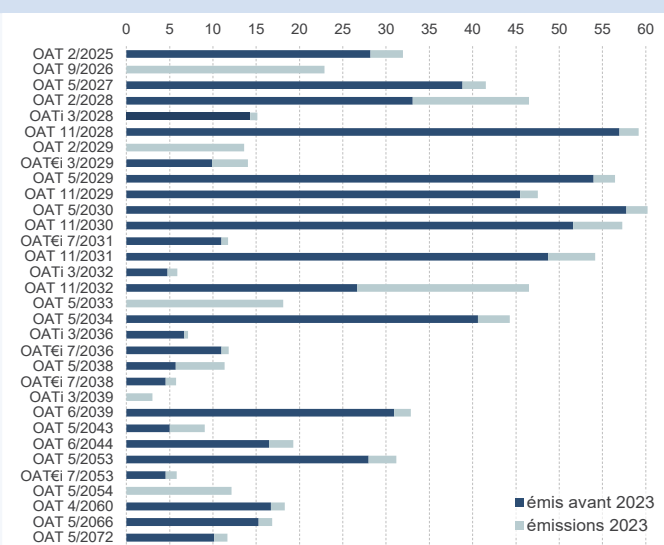
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 30 JUIN 2023

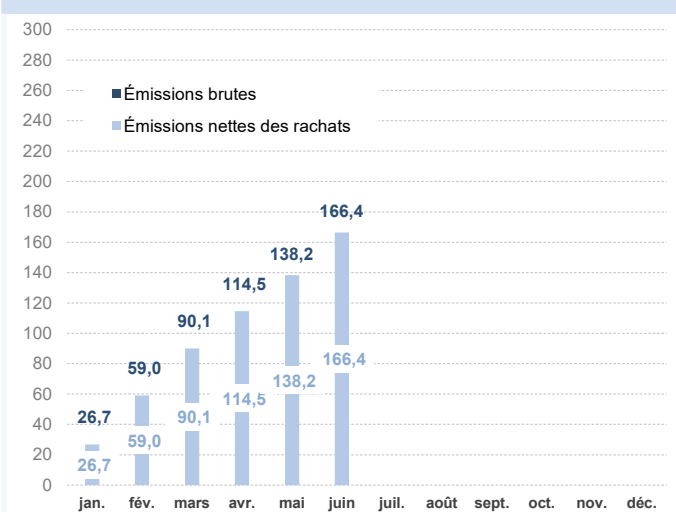
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 30 JUIN 2023

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 30 JUIN 2023

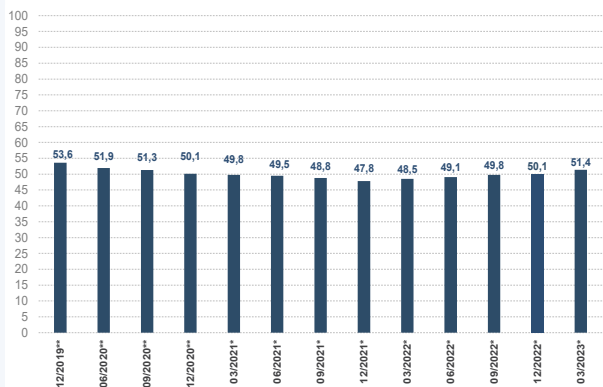
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
juil-23	2,6	23,1
août-23		
sept-23	0,6	
oct-23	8,3	44,9
nov-23	2,5	
déc-23		
janv-24		
févr-24	0,7	31,7
mars-24	0,1	42,5
avr-24	8,4	
mai-24	10,3	37,9
juin-24	0,7	

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 1^{ER} TRIMESTRE 2023

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



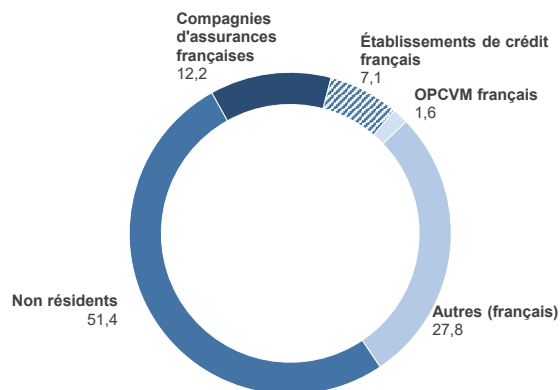
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 1^{ER} TRIMESTRE 2023

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 30 JUIN 2023

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	2 221 536 171 274
Encours démembré	49 276 391 400
Durée de vie moyenne	9 ans et 36 jours
Total dette à court terme	162 284 000 000
Durée de vie moyenne	126 jours
Encours total	2 383 820 171 274
Durée de vie moyenne	8 ans et 184 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2019 AU 30 JUIN 2023

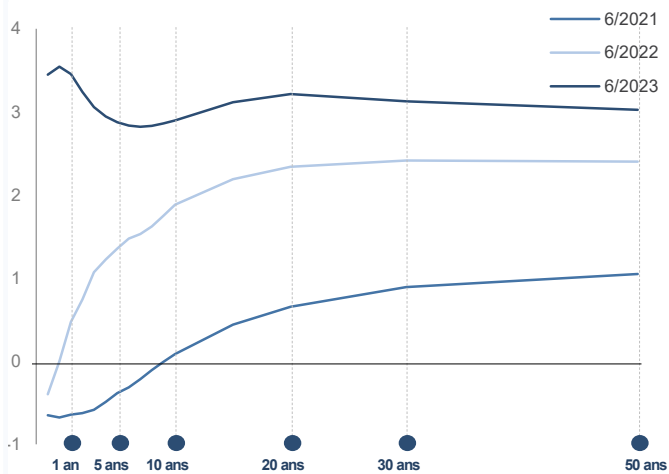
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2020	Fin 2021	Fin 2022	Fin mai 2023	Fin juin 2023
Encours de la dette négociable	2 001	2 145	2 278	2 347	2 384
<i>dont titres indexés</i>	220	236	262	276	283
Moyen et Long Terme	1 839	1 990	2 129	2 191	2 222
Court Terme	162	155	148	156	162
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	73 jours	153 jours	184 jours	208 jours	184 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

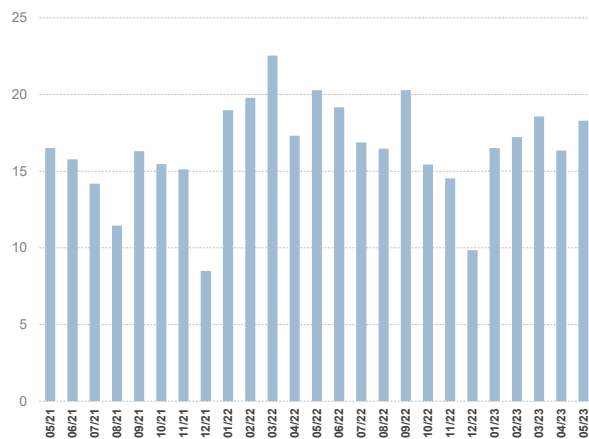
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

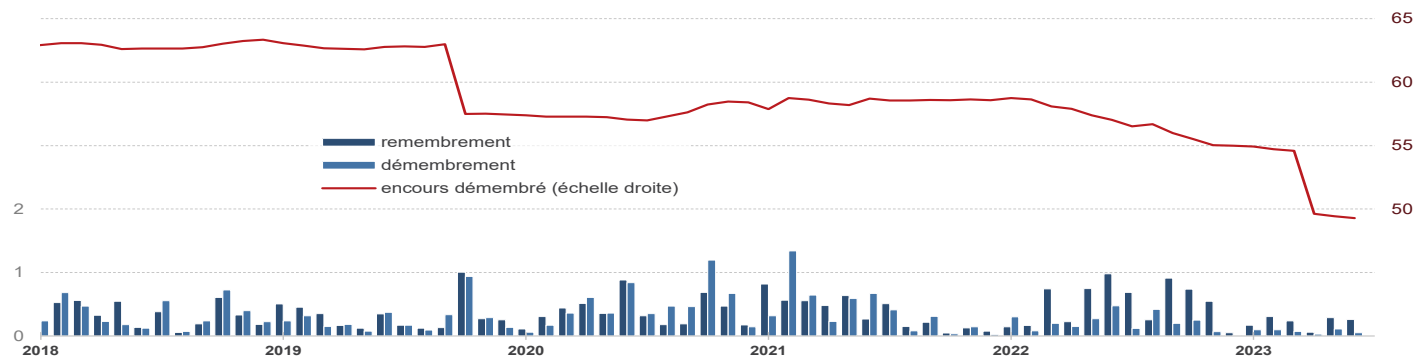
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

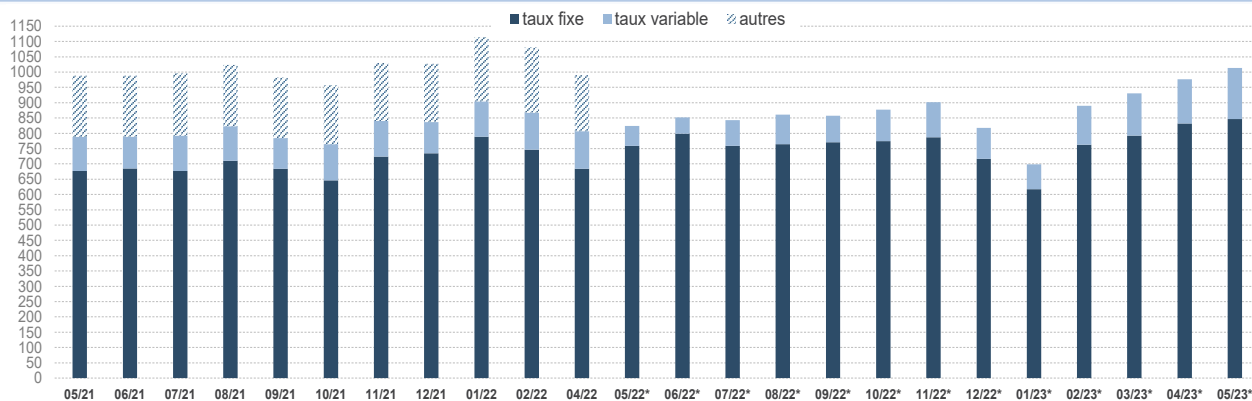
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



*Nouveau format de collecte de données reposant notamment sur des encours en valeur faciale

Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 30 JUIN 2023

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0127921098	BTF 5 juillet 2023	5 567 000 000
FR0127317016	BTF 12 juillet 2023	6 536 000 000
FR0127921106	BTF 19 juillet 2023	6 143 000 000
FR0127613471	BTF 26 juillet 2023	5 992 000 000
FR0127921114	BTF 2 août 2023	5 323 000 000
FR0127317024	BTF 9 août 2023	7 825 000 000
FR0127921122	BTF 16 août 2023	5 675 000 000
FR0127613489	BTF 23 août 2023	6 509 000 000
FR0127921130	BTF 30 août 2023	5 805 000 000
FR0127317032	BTF 6 septembre 2023	6 597 000 000
FR0127921148	BTF 13 septembre 2023	5 396 000 000
FR0127921155	BTF 20 septembre 2023	8 344 000 000
FR0127921163	BTF 27 septembre 2023	2 838 000 000
FR0127462895	BTF 4 octobre 2023	6 936 000 000
FR0127921171	BTF 18 octobre 2023	7 595 000 000
FR0127462903	BTF 1 novembre 2023	6 485 000 000
FR0127921189	BTF 15 novembre 2023	6 972 000 000
FR0127462911	BTF 29 novembre 2023	12 535 000 000
FR0127613497	BTF 24 janvier 2024	8 829 000 000
FR0127613505	BTF 21 février 2024	6 668 000 000
FR0127613513	BTF 20 mars 2024	8 109 000 000
FR0127921064	BTF 17 avril 2024	8 376 000 000
FR0127921072	BTF 15 mai 2024	7 658 000 000
FR0127921080	BTF 12 juin 2024	3 571 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2023 - 2026) AU 30 JUIN 2023

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2023		68 031 893 120				
FR0010585901	OATi 2,10% 25 juillet 2023	23 113 893 120 (1)	1,28069	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			483 575 000	
Échéance 2024		172 996 420 920				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	31 676 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	42 533 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	37 948 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	22 303 420 920 (1)	1,24468	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x
Échéance 2025		208 813 836 668				
FR0014007TY9	OAT 0,00% 25 février 2025	31 960 000 000			0	x
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	14 933 908 550 (1)	1,16735	12 793 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	47 814 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	45 530 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 671 034 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	37 922 000 000			0	x
Échéance 2026		217 221 987 000				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	45 590 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	13 895 987 000 (1)	1,16773	11 900 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	51 113 000 000			0	x
FR001400FYQ4	OAT 2,50% 24 septembre 2026	22 894 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2027 ET PLUS) AU 30 JUIN 2023

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2027		166 773 929 220				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	41 446 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	41 534 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	29 694 929 220 (1)	1,30982	22 671 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	54 099 000 000			0	
Échéance 2028		180 761 073 868				
FR001400AIN5	OAT 0,75% 25 février 2028	46 492 000 000			0	x
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	17 629 005 800 (1)	1,16540	15 127 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	35 068 068 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	57 437 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	59 168 000 000			0	x
Échéance 2029		187 179 346 558				
FR001400HI98	OAT 2,75% 25 février 2029	13 618 000 000			0	x
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	16 550 155 860 (1)	1,17929	14 034 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			1 737 467 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	56 452 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	13 410 310 240 (1)	1,46000	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	47 530 000 000			0	x
Échéance 2030		138 745 786 080				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	60 294 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	21 172 786 080 (1)	1,22869	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	57 279 000 000			0	x
Échéance 2031		126 852 569 140				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	58 987 000 000			49 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	13 731 569 140 (1)	1,16954	11 741 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	54 134 000 000			0	x
Échéance 2032		141 623 617 820				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	6 598 273 460 (1)	1,12006	5 891 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	35 865 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	17 462 021 760 (1)	1,51488	11 527 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 049 057 400	
FR001400BKZ3	OAT 2,00% 25 novembre 2032	46 506 000 000			0	x
Échéance 2033		18 127 000 000				
FR001400H7V7	OAT 3,00% 25 mai 2033	18 127 000 000			0	x
Échéances 2034 et plus		594 408 710 880				
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	44 284 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			1 856 837 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	7 959 718 680 (1)	1,11684	7 127 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	47 051 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	14 248 370 220 (1)	1,20514	11 823 000 000	0	x
FR0014009O62	OAT 1,25% 25 mai 2038	11 345 000 000			0	x
FR001400AQH0	OAT€i 0,10% 25 juillet 2038	6 594 801 760 (1)	1,14832	5 743 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 540 041 400	
FR001400IKW5	OATi 0,55% 1 mars 2039	3 083 760 000 (1)	1,02792	3 000 000 000	0	x
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	32 852 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	25 660 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	18 142 748 540 (1)	1,40326	12 929 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	38 446 000 000			3 968 799 000	
FR001400CMX2	OAT 2,50% 25 mai 2043	9 057 000 000			0	x
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	19 273 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	30 557 000 000			903 110 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	15 930 457 760 (1)	1,22288	13 027 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	30 644 000 000			640 300 000	x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	33 195 000 000			178 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	33 622 000 000			692 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	31 169 000 000			183 000 000	x
FR0014008181	OAT€i 0,10% 25 juillet 2053	6 695 853 920 (1)	1,14832	5 831 000 000	0	x
FR001400FTH3	OAT 3,00% 25 mai 2054	12 137 000 000			41 000 000	x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			11 123 318 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	18 312 000 000			8 882 452 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	16 828 000 000			1 142 300 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	11 665 000 000			91 200 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	1,5 %	05/2023
Consommation des ménages*, glissement annuel	-2,9 %	06/2023
Taux de chômage (BIT)	7,1 %	T1-2023
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	4,5 %	06/2023
• ensemble hors tabac	4,4 %	06/2023
Solde commercial, fab-fab, cvs	-8,4 Md€	05/2023
" "	-10,6 Md€	04/2023
Solde des transactions courantes, cvs	-0,7 Md€	05/2023
" "	-1,7 Md€	04/2023
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	3,06 %	31/7/2023
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	3,73 %	31/7/2023
Euro / dollar	1,10	31/7/2023
Euro / yen	156,94	31/7/2023

* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSIN, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

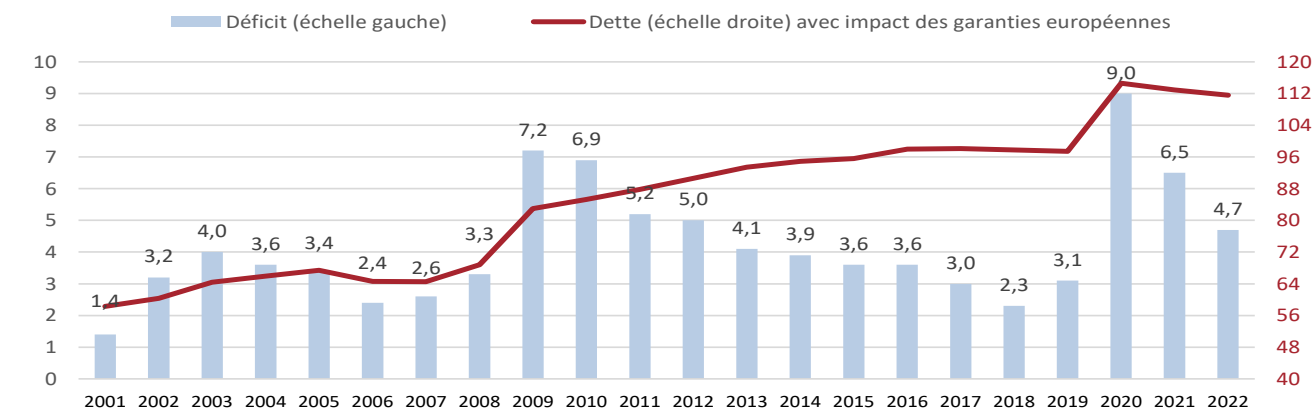
EN MILLIARDS D'EUROS

	2021	2022	niveau à la fin mai		
			2021	2022	2023
Solde du budget général	-171,52	-158,20	-100,94	-62,92	-87,75
Recettes	324,95	354,74	110,98	135,58	128,77
Dépenses	496,47	512,94	211,92	198,50	216,52
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,79	6,73	-17,85	-19,35	-19,47
Solde général d'exécution	-170,73	-151,47	-118,79	-82,27	-107,22

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

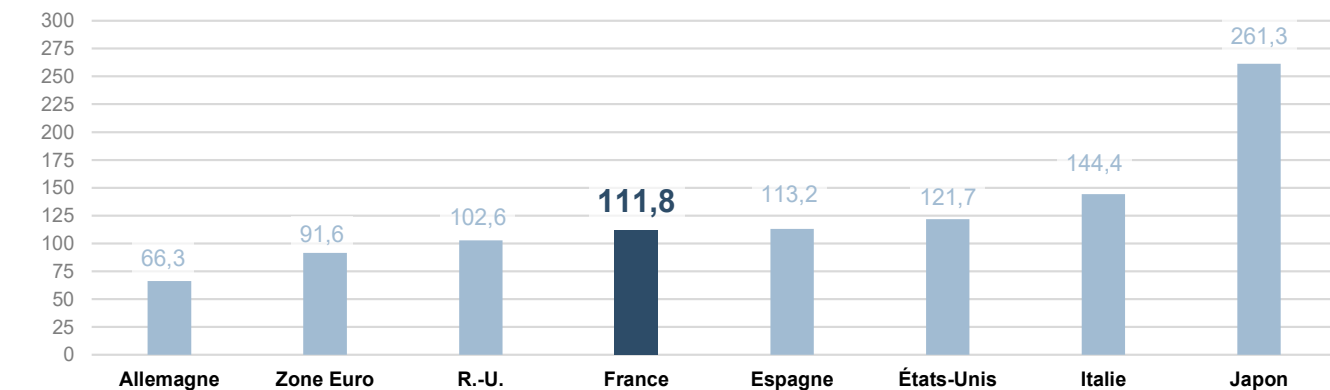
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2022

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

AOÛT 2023 

4 Emploi salarié : première estimation Q3	4 Indice de la production industrielle en juin	8 Balance des paiements	8 Commerce extérieur en valeur en juin	11 Indice des prix à la consommation en juillet - résultats définitifs	11 Taux de chômage au sens du BIT
14 Réserves nettes de change en juillet	18 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif de juillet	24 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en août	29 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en août	31 Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés	31 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en juillet
31 Dépenses de consommation des ménages en biens en juillet	31 Indice des prix à la consommation en août - résultats provisoires	31 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice provisoire en août			

SEPTEMBRE 2023 

7 Balance des paiements	7 Commerce extérieur en valeur en juillet	7 Emploi salarié Q3	8 Indice de la production industrielle en juillet	15 Réserves nettes de change en août	15 Indice des prix à la consommation en août - résultats définitifs
19 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif d'août	21 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en septembre	29 Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques	29 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en septembre	29 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en août	29 Dépenses de consommation des ménages en biens en août
29 Indice des prix à la consommation en septembre - résultats provisoires	29 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice provisoire en septembre				

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole «© Agence France Trésor ».